

● (1125)

Une voix: Voilà l'andouille!

M. MacLaren: Telle est la situation. Ce programme sera donc mis en place et s'appliquera rétroactivement au 1^{er} mars, dès que le gouvernement aura proposé ce projet de loi, soit d'ici quelques jours, je suppose.

* * *

L'INDUSTRIE

LE SECTEUR PÉTROCHIMIQUE—LE PRIX DU GAZ NATUREL

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, je voudrais poser ma question au président du Conseil du Trésor puisque c'est lui qui est responsable en fin de compte de tous les coûts que suscitent les dépenses gouvernementales. Comme il le sait, le rapport du groupe de travail sur l'industrie pétrochimique a été présenté il y a trois mois. Ce rapport est en train d'être examiné, mais très lentement. Plus de 200,000 emplois sont en jeu. Il y a une ville du sud-ouest de l'Ontario que préoccupe énormément la situation. Le président du Conseil du Trésor est-il d'accord au sujet de la politique voulant qu'on fasse baisser le coût du gaz naturel et des liquides de gaz naturel jusqu'au niveau des prix à la sortie du golfe?

L'hon. Herb Gray (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, le gouvernement s'intéresse beaucoup au bien-être de l'industrie pétrochimique de l'Est. Nous l'avons montré en prenant diverses initiatives, notamment en construisant le gazoduc entre Sarnia et Montréal. Je peux garantir à mon honorable ami que nous étudions le rapport très sérieusement. Il a des implications très étendues.

Je dois dire que si les amis des conservateurs, les gouvernements provinciaux de l'ouest du Canada et plus particulièrement de l'Alberta, n'avaient pas pris certaines mesures, quelques-unes des études que nous menons maintenant pour donner suite au rapport du groupe de travail n'auraient pas été nécessaires à mon avis. Selon moi, le député devrait poser des questions à ses propres collègues de l'Ouest et non seulement à nous ici.

S'il veut obtenir une réponse circonstanciée, je pense qu'il devrait poser sa question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui sera certainement ravi de lui répondre dès que nous aurons terminé notre étude.

M. Fennell: C'est très bien de construire des gazoducs, mais si le produit qu'il transporte n'est pas rentable pour l'industrie pétrochimique, cela ne peut pas créer d'emplois.

ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERVENIR

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, vu que l'industrie pétrochimique réalise pour deux milliards de dollars d'exportations directes et pour \$600,000 d'exportations indirectes grâce à la vente de pneus de caoutchouc, le ministre s'engagera-t-il à réduire le coût du gaz naturel et des liquides de gaz naturel d'au moins 15 p. 100 et de préférence à le faire tomber au niveau des prix à la sortie du golfe?

Questions orales

L'hon. Herb Gray (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, mon honorable ami sait que les questions de ce genre devraient s'adresser au ministre compétent. Dans ce cas-ci, il s'agit du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

M. Nielsen: Où est-il?

Une voix: Ils ne sont jamais à la Chambre.

M. Gray: Je pense que le ministre de l'Expansion industrielle régionale a aussi un rôle à jouer à cet égard.

M. Crosbie: Où est le ministre compétent?

M. Gray: Mes honorables amis demandent où ils sont. Où sont tous les députés de votre côté de la Chambre? Où est le chef de votre parti, par exemple?

M. Hnatyshyn: A Windsor.

M. Gray: De toute façon, je tiens à confirmer à mon honorable ami que le gouvernement s'intéresse beaucoup au bien-être de l'industrie pétrochimique de l'Est. A cet égard, nous profitons des opinions très fermes du député de Sarnia. Celui-ci a déjà fait valoir bon nombre des choses que vient de dire mon honorable ami et qu'il vient tout juste d'apprendre. Grâce à l'intérêt et à l'appui manifestés par le député de Sarnia, je suis certain que nous prendrons la décision qui s'impose pour favoriser l'industrie pétrochimique et ses travailleurs.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE DÉTROT D'HORMUZ—LE BOMBARDEMENT DE PÉTROLIERS—ON DEMANDE UN RAPPORT

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État au Commerce international. Il est au courant sans doute, comme nous tous, des événements qui ont lieu dans le détroit d'Ormuz et des risques qu'ils présentent pour l'approvisionnement en pétrole de l'Occident. Pourrait-il dire à la Chambre s'il a communiqué avec les ambassades canadiennes de cette région et nous donner plus amples détails sur les dommages causés aux navires? Le gouvernement s'est-il entretenu avec les États-Unis à propos des réserves stratégiques des États-Unis en particulier et du Canada?

L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce international): Monsieur le Président, le député parle, bien sûr, de ce qui menace la paix mondiale: la propagation du conflit entre l'Iran et l'Irak jusque dans le golfe par suite de l'attaque contre les pétroliers dans cette région. Il est vrai que des navires ont été attaqués dans cette région ce qui risque de compromettre l'expédition de pétrole d'une région d'où provient plus du quart de l'approvisionnement mondial. En fait, le Canada n'importait qu'environ 3.5 p. 100 de son pétrole de ces pays en 1979, et cette proportion a eu tendance à diminuer depuis, car notre pays suffit à ses besoins en pétrole. A vrai dire, nous importons un peu de pétrole au Canada sur la côte est, alors que nous en exportons sur la côte ouest.